

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1714 - 24 septembre 1992 - 4,50 F

1492
* 1992

D 1714 NICARAGUA: RUPTURE DANS LA CAMPAGNE "RÉSISTANCE INDIENNE, NOIRE ET POPULAIRE"

En octobre 1991, la "2ème Rencontre continentale de la campagne des 500 ans de résistance indienne, noire et populaire" s'était tenue au Guatemala (cf. DIAL D 1637). Comme nous le laissons prévoir dans la présentation du document final, l'unité de façade n'a pas tardé à se craqueler: la divergence entre les organisations indiennes et les organisations syndicales a abouti à l'éclatement de la coalition. L'occasion en a été la préparation, en mars 1992, de la 3ème rencontre continentale qui doit se tenir au Nicaragua en octobre 1992. Une autre divergence est apparue à l'intérieur du mouvement indien entre le Conseil mondial des peuples indiens et la Coordination régionale (Amérique centrale) des peuples indiens.

Hazel Law, indienne miskito du Nicaragua et représentante dans ce pays du mouvement continental indien, fait ici le point de la situation. Interview parue dans la revue nicaraguayenne *Pensamiento Propio*, de mai 1992.

Note DIAL

"AU NOM DE NOS ANCÊTRES"

Interview d'Hazel Law
par Carmen Herrera

Hazel Law représente au Nicaragua le mouvement indien continental qui s'est désolidarisé de la campagne "500 ans de résistance indienne, noire et populaire".

Elle avait été emprisonnée en 1982 par le gouvernement sandiniste, en compagnie des responsables miskitos Steadmann Fagoth et Brooklyn Rivera (1). Sur les trois, seule Hazel Law est restée au Nicaragua après sa remise en liberté. Pour ses adversaires politiques elle se serait vendue au sandinisme. Pour elle, ce choix lui a permis de lutter en faveur de la cause indienne, dans les limites étroites accordées par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) alors au pouvoir. C'est ainsi que, de 1984 à 1989, elle a représenté les Miskitos à l'Assemblée nationale. A l'heure actuelle, elle fait partie de la commission exécutive du Mouvement élargi de défense de l'autonomie (2). Elle fait des études de droit.

Question - L'unité indienne et populaire dans la campagne contre le 5e centenaire a-t-elle éclaté?

Cette tentative d'unité indienne, noire et populaire n'est pas le résultat d'une discussion approfondie sur la problématique indienne de chaque pays de la part des milieux sociaux, politiques et syndicaux qui ont voulu sauter les étapes au nom de l'unité. Historiquement, dans l'ensemble de l'Amérique, les partis politiques de droite comme de gauche n'ont jamais fait place aux revendications indiennes dans leurs programmes. C'est sans doute au seul Nicaragua, suite au conflit armé de la Côte atlantique, qu'il a été obtenu du FSLN qu'il accorde

une place dans son programme politique aux réclamations indiennes dans le cadre du projet d'autonomie. Mais cela ne signifie aucunement que le problème ait été réglé.

C'est ainsi, par exemple, que dans la représentation du Nicaragua aux rencontres continentales des 500 ans de résistance, les militants politiques ont pris la place des représentants indiens.

Q. - Est-il vrai que l'unité a éclaté à l'occasion de la rencontre de Quetzaltenango de l'année dernière? (3)

Le mouvement populaire a voulu tout mettre dans le même sac, sans vraiment tenir compte de l'histoire et de la problématique indienne. Cette réunion a officialisé l'intégration des milieux noirs à la campagne des 500 ans de résistance. Les organisateurs doivent savoir pourquoi les milieux indiens organisés d'Amérique ont le droit d'être les protagonistes de la résistance au nom de leurs ancêtres, ce qui ne signifie nullement mettre de côté les Noirs ou les milieux populaires, puisque nous vivons tous sous un système d'exploitation.

Mais depuis 1973 le mouvement indien lutte au plan international, avec l'aide d'organisations non gouvernementales, pour affirmer sa spécificité par rapport à la population noire, en termes de reconnaissance légale internationale (4). Cela ne veut pas dire que les Noirs fassent mieux que nous, mais eux disposent d'un instrument qui est la convention contre le racisme approuvée par l'ONU. Jusqu'à présent nous, les Indiens, n'avons pas réussi à ce que l'ONU reconnaisse nos particularités et exige qu'on nous respecte.

Le malaise né au Guatemala vient essentiellement des manipulations et des tromperies dont nous avons toujours été victimes au cours des siècles. Lors de la réunion préparatoire à la rencontre de Guatemala, la commission d'organisation offrait une représentation équilibrée entre Indiens et leaders politiques dans le cadre de la campagne. Or, en arrivant à la rencontre, nous nous sommes trouvés, par exemple, face à un représentant de la Bolivie qui était un personnage folklorique sans aucun lien avec une organisation indienne dans son pays. Nous avons aussi eu le sentiment d'une trahison quand un représentant du Nicaragua a demandé que Cuba soit le siège de la rencontre de 1992.

Q. - Pourquoi le Nicaragua a-t-il été choisi comme siège de la nouvelle rencontre, et non pas un pays où les Indiens sont majoritaires?

Nous avons refusé que Cuba soit le siège d'une autre rencontre parce qu'il n'y a là aucune population indienne. Les représentations syndicales alliées à ceux qui proposaient Cuba ont proposé le Nicaragua parce qu'il y avait là une révolution... sans même évoquer le critère d'une présence de populations indiennes. En agissant ainsi, les organisations populaires ont manifesté leur immaturité face au problème indien.

Q. - Lors de la réunion de coordination continentale indienne réalisée à New York le 7 mars, vous avez décidé de vous retirer de la campagne des 500 ans de résistance...

La réunion de New-York a eu lieu parallèlement aux discussions organisées aux Nations unies en préparation de la rencontre au sommet ECO 92 au Brésil. Un travail de "lobby" y a été effectué pour convaincre les représentants officiels des gouvernements de la nécessité de tenir compte du point de vue indien dans le problème de la destruction du milieu ambiant et de sa protection, étant donné que c'est la population la plus directement concernée.

Il y a également été question de la représentativité et de son manque de conformité pour la rencontre continentale de Managua. Bien que je n'aie pas encore reçu notification du retrait de la coordination continentale indienne de la

campagne des 500 ans de résistance, je rappelle que nous avons convenu que, si nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord avec les organisations syndicales et si ces dernières ne faisaient pas preuve de respect envers nos positions, nous n'aurions pas d'autre choix que de nous retirer de la campagne.

Q. - Autre décision également, par rapport au Conseil mondial des peuples indiens qui n'a pas non plus été inclus dans la Coordination continentale indienne...

Le problème indien est victime de sa forte médiatisation internationale. Le Conseil mondial des peuples indiens est né de l'effort d'organisations non gouvernementales et de deux personnages non indiens: un Canadien et un Norvégien. Depuis qu'il existe, le Conseil mondial des peuples indiens a été le théâtre de querelles sur les postes et sur les salaires versés par les organisations internationales; certains de ses membres ont manqué aux principes de ce conseil.

Son président actuel, Donald Rojas, a refusé d'accepter la direction de la Coordination régionale des peuples indiens à laquelle un Maya avait été élu comme président. De ce conflit est née la Coordination continentale des organisations indiennes. Son budget est sous contrôle du Conseil mondial des peuples indiens, lequel n'est pas parvenu à modifier la composition de la direction de la Coordination régionale des peuples indiens pour en modifier les objectifs. Le Conseil mondial des peuples indiens apporte son soutien à la célébration des 500 années de conquête.

Q. - En dehors de toutes ces luttes internes, quelle est votre proposition?

En tant qu'organisations indiennes, nous estimons que le problème indien n'est pas conjoncturel. Le mouvement populaire qui participa à la campagne des 500 ans de résistance met la conjoncture à profit. Il n'est aucunement intéressé à apporter une véritable contribution à une cause qui provoque des discussions et favorise la communication entre les Indiens et leurs organisations. Il est en faveur d'une campagne. Pas nous. Car nous savons que 1992 passé et que nous Indiens, nous sommes toujours là. Le problème de la terre reste pendant, et notre droit, premier. Nous ne pouvons pas renoncer aux espaces qui sont nôtres et nous ne permettrons pas qu'on prenne l'Indien pour une clientèle.

Q. - Penses-tu que le courant indigéniste puisse être une alternative valable?

L'indigénisme (5) s'est développé comme courant d'anthropologie sociale. Nous pensons cependant que ce courant relève du paternalisme. Face à l'indigénisme on voit ressurgir à travers les organisations indiennes de base d'Amérique, non pas un mouvement anti-indigéniste mais un mouvement d'Indiens. Ce n'est pas la terminologie qui compte, mais le comportement pratique. Nous assistons aujourd'hui à un renouveau de l'identité indienne en Amérique. Nous avons notre voix à nous, nos organisations à nous.

Q. - Es-tu satisfaite de ton expérience de dirigeante indienne?

J'ai joué un rôle dans la logique de mon peuple miskito. Comme législateurs, nous avons fait ce qui était en notre pouvoir pour que nos populations soient représentées à l'Assemblée nationale. J'ai eu l'honneur de me battre pacifiquement aussi bien pour l'éducation bilingue que pour le dialogue comme condition nécessaire à l'élaboration de la loi sur l'autonomie de la Côte atlantique. C'est ainsi, par exemple, que nous avons obtenu le contrôle des ressources naturelles, qui est aujourd'hui un drapeau pour les autres peuples indiens du continent.

Je regrette d'avoir dû me passer d'une instance d'organisation. Je me suis battue pour cela, mais le contrôle du pouvoir sandiniste m'en a empêchée. J'ai également essayé de faire de MISATAN une authentique organisation des communautés

indiennes. On ne nous l'a pas permis, du fait que nous refusions les réimplantations imposées par les sandinistes. Je me demande ce qui se serait passé si, outre YATAMA qui était en guerre, nous avions eu une organisation indienne représentative. Je pense que l'autonomie se trouverait aujourd'hui en meilleure position.

(1) Cf. DIAL D 772 (NdT).

(2) Cf. DIAL D 1225 (NdT).

(3) Cf. DIAL D 1637 (NdT).

(4) Cf. le livre de DIAL "Le réveil indien en Amérique latine", Paris, 1976, Editions du Cerf, Collection Terres de feu (NdT).

(5) L'indigénisme est une tendance du mouvement indien qui prône le retour intégral aux valeurs traditionnelles. C'est en somme un fondamentalisme indien (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine: 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441